



HAL
open science

”Fabriquer” des publics européens en ligne

Romain Badouard

► **To cite this version:**

| Romain Badouard. ”Fabriquer” des publics européens en ligne. 2012. halshs-00823265

HAL Id: halshs-00823265

<https://shs.hal.science/halshs-00823265>

Preprint submitted on 16 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Fabriquer » des publics européens en ligne

Draft Paper

La version finale de cet article sera publiée dans Aldrin P., Hubé N., Ollivier-Yaniv C. et Utard J-M, *Les médiations de l'Europe politique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, à paraître en 2013.

Romain Badouard

Laboratoire COSTECH

Université de Technologie de Compiègne

29 mai 2005 : les Français rejettent par referendum le Traité Constitutionnel Européen, avec près de 55% des suffrages exprimés. Le lendemain, les unes et éditoriaux de presse rivalisent d'emphase pour conférer à l'événement un caractère particulièrement dramatique : un « chef d'œuvre masochiste » que ce referendum selon Serge July, un « désastre national » ayant donné lieu à une « épidémie de populisme »¹, un repli national qui marque « la fin d'une envie d'Europe » selon Jean-Marie Colombani², un « séisme », une « gifle », symbole d'un « ras-le-bol » ou d'une « fracture », peut-on lire ailleurs³. Les analystes avaient diagnostiqué de longue date un « déficit démocratique » européen. Il faudra dorénavant parler de divorce.

La Commission de José Manuel Barroso, formée l'année précédente, a pourtant érigé la refonte des mécanismes de communication institutionnelle au rang des priorités de son mandat. Un Livre Blanc, suivi par un plan d'action, viennent d'être adoptés et nourrissent l'ambition de rapprocher des institutions perçues comme technocratiques de la vie quotidienne des Européens. Le « non » français, bientôt suivi du « non » néerlandais, ne font que presser cette réforme.

Parmi les différents outils et instruments mobilisés dans ce contexte, internet est perçu comme un espace à investir en priorité. En l'espace de quelques mois, un grand nombre de dispositifs participatifs sont mis en ligne. S'ils présentent une forte hétérogénéité dans leur conception, tous semblent relever d'une vision relativement déterministe des opportunités offertes par internet en termes de construction d'espaces publics. Les services de la Commission postulent qu'au sein de ces sites participatifs vont se constituer des publics transnationaux à même de régénérer une citoyenneté européenne éprouvée non pas uniquement dans sa dimension civile, mais dans sa dimension politique.

Que le volontarisme de la Commission soit appréhendé comme l'indicateur d'un « tournant participatif » (Saurugger, 2010), qui constituerait en quelque sorte une transposition à l'échelle européenne d'un « impératif délibératif » identifié dans

¹ *Libération*, 30 mai 2005.

² *Le Monde*, 31 mai 2005.

³ Respectivement *La Tribune*, *Le Courrier Picard*, et *La Presse de la Manche*, 30 mai 2005.

d'autres contextes (Blondiaux et Sintomer, 2002), ou à l'inverse qu'il soit perçu comme une application politique d'un « marketing participatif » (Aldrin et Utard, 2008), il n'en demeure pas moins que ces dispositifs constituent des terrains propices à l'observation de dynamiques politiques en ligne à l'échelle européenne. Différents acteurs investissent ces espaces selon des logiques diverses, et déploient des stratégies de participation qui peuvent entrer en contradiction avec celles des concepteurs. Pour l'analyste, il s'agit alors de sortir des limites imposées par les plateformes institutionnelles pour observer comment se structurent des publics européens autour de ces plateformes.

Dans cette optique, nous allons nous focaliser sur un projet financé par la Direction Générale Communication, qui a eu lieu en 2009 : la Consultation Européenne des Citoyens, qui s'est (notamment) déroulée sur internet, à partir d'une plateforme européenne déclinée en 28 sites nationaux (un par Etat membre et deux pour la Belgique, l'un en Français et l'autre en Néerlandais). Nous allons d'abord analyser la phase de conception de cette plateforme afin de montrer comment celle-ci incarne un modèle spécifique de médiation entre citoyens, et entre citoyens et décideurs. Nous observerons ensuite les types de publics participants, leurs stratégies et leurs pratiques. Nous accorderons une importance particulière aux formes de mobilisation autour de ces dispositifs afin de suivre la construction d'actions collectives européennes sur internet. Le cas d'étude de la Consultation Européenne des Citoyens se révèle ainsi représentatif d'une certaine évolution des méthodes et instruments de communication de la Commission au cours des années 2000, et donne à voir les types de ressources et d'acteurs mobilisés dans ce cadre.

Formater la participation

La conception de la plateforme

La conception d'un site web est moins un moment qu'un espace, de création autant que de médiation, où se rencontrent les objectifs des concepteurs et leurs représentations des usagers. Les sites web à portée politique présentent dans ce contexte des particularités : les usagers sont investis d'un rôle spécifique (ils participent en tant que citoyens), l'audience se mue en public, et les activités proposées se révèlent stratégiques. La conception d'un site web participatif s'entend dès lors comme un processus d'« *incarnation matérielle des conceptions de la démocratie* » (Monnoyer-Smith, 2010 : 74) : les possibilités d'action, la configuration des interactions, les pratiques de navigation par exemple, contribuent à construire une procédure valorisant certains « modèles » de citoyenneté.

Décrire les formats d'expression et d'échange disponibles sur un site, c'est donc chercher à comprendre quels sont les modèles qui y sont privilégiés. Cette analyse est particulièrement intéressante dans un contexte européen où il n'existe pas de tradition historique de pratiques de démocratie participative. Si les dispositifs participatifs, en ligne ou non, peuvent ainsi être considérés comme des « théories en acte » (Blondiaux et Cardon, 2006), les dispositifs européens constituent en quelques sortes des objets hybrides, pouvant relever de modèles théoriques et idéologiques hétérogènes (Aldrin et Hubé, 2011).

La plateforme à laquelle nous nous intéressons s'inscrit dans le projet de la Consultation Européenne des Citoyens 2009 (CEC). Deuxième édition d'un projet initié en 2007, il est porté par un consortium d'organisations de la « société civile » conduit par la Fondation Roi Beaudoin, fondation belge spécialisée dans les questions de démocratie européenne, et acteur notable de la mise en œuvre de dispositifs expérimentaux de participation citoyenne à l'échelle de l'UE. Au cœur de la version 2009 se trouvent des rencontres en face-à-face se déroulant dans chacun des 27 Etats membres, où des panels représentatifs des populations nationales échangent et formulent des propositions à destination des décideurs européens. Ces rencontres se doublent d'une phase en ligne, à partir d'une plateforme européenne sur laquelle les internautes doivent échanger au sein de forums afin de produire des recommandations et les voter. Celles ayant obtenu le plus de votes sont ensuite sélectionnées comme éléments de débats pour les rencontres en face-à-face.

La CEC est le projet ayant remporté l'appel d'offre « Debate Europe », qui succède au « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat » à partir de 2008. Le « Plan D », adopté en 2005, visait à faire financer par la Direction Générale Communication (DG COM) des projets de démocratie participative à l'échelle de l'Union. Entre 2005 et 2006, 15 millions d'euros sont affectés à sa réalisation et six projets sont mis en place. Ceux-ci adoptent une optique transnationale et utilisent pour certains les technologies du web collaboratif pour permettre aux participants de débattre et de donner leur avis sur des enjeux européens, tout en leur offrant l'opportunité de tisser des liens et de structurer des réseaux au-delà des frontières des Etats membres. D'après la Commission, ce sont près de 40 000 citoyens qui sont impliqués dans ces projets, et plusieurs centaines de milliers sur internet⁴. En 2008, le plan d'action arrivé à terme, la DG COM entend capitaliser sur ce qu'elle considère comme un succès, à travers un nouveau programme : *Debate Europe*.

Les objectifs du programme poursuivent les pistes initiées lors du précédent plan d'action : de nouveaux projets doivent être financés afin d'établir un dialogue au niveau européen entre les citoyens et les décideurs à travers une série de débats, de conférences, de consultations, qui impliqueraient également les institutions et les partis politiques. Les conclusions de ces événements doivent être synthétisées et rendues publiques lors d'une rencontre européenne qui doit se dérouler avant les élections de juin 2009.

L'équipe qui avait mené le premier projet CEC entreprend de soumettre une proposition, sous l'égide de la Fondation Roi Baudouin. Le projet déposé propose une version augmentée en comparaison de la consultation précédente, avec une phase consultative se déroulant en ligne, afin d'impliquer le maximum de citoyens européens. Le projet est retenu, et la fondation charge l'agence La Netscouade, spécialisée dans la conception de sites web participatifs⁵, de construire une plateforme de débat transnationale. L'agence en question n'est pas étrangère aux problématiques européennes, et gravite autour d'un cercle restreint de « petits

⁴ «Debate Europe» — Exploiter les réalisations du Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat, COM(2008)158, Bruxelles, 2008.

⁵ L'agence est notamment connue en France en développant le site Désir D'Avenir pour la candidate socialiste aux élections présidentielles françaises de 2007.

entrepreneurs d'Europe » (Aldrin et Dakowska, 2011) spécialisés sur les questions de participation citoyenne. Son fondateur est notamment un ancien administrateur du Centre d'Information pour l'Europe, à l'origine de la création du média Toute l'Europe, lui-même partenaire du projet CEC.

Des débats cloisonnés

Le dispositif en ligne livré par La Netscouade consiste en une plateforme européenne déclinée en sites nationaux. Les porteurs du projet souhaitent calquer le déroulement de la phase en ligne sur celui de la phase hors ligne, où des débats ont lieu dans chacun des Etats membres. Il est donc demandé à La Netscouade de construire des espaces indépendants pour chacun des pays, intégrés au sein d'une même plateforme. Les participants sont invités à se rendre sur leur site national par une banderole contenant les différents drapeaux européens, présente en haut de la page d'accueil. Un clic sur le drapeau du pays dont l'internaute est ressortissant le redirige automatiquement vers le site lié. Pour participer aux débats, il doit préalablement s'inscrire et, une fois prêt à prendre part aux échanges, il débat au sein de son espace national.

Figure 1. Page d'accueil du site français de la Consultation Européenne des Citoyens



La procédure consultative se structure autour de trois séquences : un moment d'information, où les participants ont accès à divers documents relatifs à la consultation, un moment d'échange, au sein de forums où les participants peuvent créer des fils de discussion, poster des messages au sein de fils existants et transformer un message en proposition, et un moment de vote, où ils expriment leurs préférences quant aux propositions formulées dans les forums. Cette « séquentialisation » de la participation correspond à une « méthode consultative » mise en place par La Netscouade et expérimentée dans des contextes très différents. La procédure en ligne de la CEC correspond en quelques sortes à un « modèle standard » de consultation, dont ces trois séquences constituent les fondements.

Sur la plateforme, la dimension socialisante et ludique de la participation est largement mise en valeur (à travers les représentations graphiques, la ligne

éditoriale et la gestion des données personnelles des inscrits qui invitent au contact entre les internautes), et le degré européen des échanges est presque évacué (les symboles communautaires sont quasiment absents sur les pages des sites).

Les sites de la CEC mettent en œuvre une approche « transformative » (Smith, 2008) : il s'agit de stimuler à travers la participation la sensibilité des internautes aux enjeux européens. Cette approche s'incarne au sein d'une vision communautaire de la participation et de la valorisation d'un citoyen actif. L'agencement des rubriques comme la diversité des formats d'expression et d'interaction en appellent en effet à un citoyen multi-compétent agissant sur différentes dimensions d'une contribution collective (échanger, formuler et évaluer des propositions).

La communauté est cependant restreinte aux échelons des Etats membres et la conception de l'espace public ainsi véhiculée relève d'une agrégation d'espaces nationaux : les différents sites ne communiquent pas les uns avec les autres. Lorsqu'un internaute s'inscrit sur « son » site national, il ne peut pas, depuis celui-ci, échanger avec un participant inscrit sur un autre site national. Pour ce faire, il doit se rendre sur le site en question et s'y inscrire.

La véritable dimension transnationale du projet se joue lors d'un Sommet des citoyens européens qui s'est déroulé à Bruxelles en mai 2009, et où certains participants des rencontres nationales ont été invités à venir échanger avec d'autres participants, ainsi qu'avec des décideurs européens⁶. La rencontre est alors l'occasion de mettre en scène et de communiquer sur la construction d'un espace public transnational, où les participants délibèrent de sujets européens malgré la diversité des langues.

Le modèle de participation mis en place par la plateforme CEC relève d'une hybridation entre une approche délibérative et une approche agrégative (Wojcik, 2011). Délibérative, à l'échelle nationale, puisqu'on demande aux internautes de mettre à l'épreuve des propositions au sein de fils de discussion devant privilégier une confrontation des arguments. Agrégative, à l'échelle européenne, car les propositions nationales sont compilées et fusionnées les unes aux autres puis traduites avant d'être à nouveau présentées sur les sites nationaux afin de susciter les réactions des internautes.

Publics et stratégies

Les différents publics

Avant de chercher à comprendre comment des internautes interagissent au sein ou en dehors de cette plateforme, afin de se constituer en public et de mener des actions collectives, il convient d'analyser les caractéristiques de ces internautes.

Concernant les données sociodémographiques relatives aux participants, nous n'avons accès qu'aux profils en ligne des internautes inscrits sur la plateforme, où ils peuvent préciser leur âge et leur sexe. Mais d'une part, ces renseignements sont

⁶ Les personnalités politiques présentes lors de ce débat étaient les présidents de la Commission, du Parlement, du Comité Economique et Social Européen, la responsable de la DG COM ainsi que les responsables des principaux groupes politiques représentés au Parlement.

facultatifs lors de l'inscription et, d'autre part, leur véracité dépend de la bonne foi du participant. Dans tous les cas, nous ne pouvons vérifier la pertinence de ces données. Pour autant, une étude commanditée par la Fondation Roi Baudoin, et qui s'est intéressée au profil des participants dans sept pays⁷, a observé des proportions similaires entre les différents pays sur le plan de la répartition homme/femme. Les profils indiquent un nombre plus important d'hommes (à l'exception de la Bulgarie) avec des proportions comprises entre 55 et 65% d'hommes. Même chose pour l'âge : à l'exception de la Roumanie, où le chiffre est inférieur, la moyenne d'âge pour les autres sites oscille entre 38 et 43 ans.

Plus globalement, différentes études⁸, portant d'une part sur les pratiques informationnelles des internautes, et d'autre part sur l'intérêt porté aux thématiques européennes, dessinent un profil-type très spécifique du citoyen susceptible de participer à des consultations européennes sur internet : celui-ci est plutôt un homme, plutôt jeune, appartenant à une catégorie socioprofessionnelle supérieure et disposant d'un haut niveau d'éducation. Dans ce cadre, les citoyens « ordinaires » que visent les dispositifs de la Commission correspondent à une partie très restreinte de la population européenne.

Au-delà de ces informations sociodémographiques, ce qui nous intéresse ici, ce sont les stratégies de participation mises en œuvre par différents types de publics en fonction de leur « sensibilité » politique.

Pour les analyser, nous avons réalisé un « traçage » de l'adresse URL du site français de la consultation, afin d'obtenir la liste de tous les sites qui le « pointaient ». Nous obtenons une liste de 92 sites qui ont montré un intérêt pour la CEC, en se reliant au site français de la plateforme par un lien hypertexte. Nous avons étudié les rubriques « Qui sommes-nous ? » ou « A propos », présentes sur la plupart de ces sites⁹, afin d'appréhender les thèmes qui y sont prioritairement traités, où les intérêts défendus par l'organisation l'ayant créé. Cette analyse de contenu nous permet de construire une typologie des différents sites.

Ceux-ci sont considérés comme « généralistes », s'ils abordent une grande variété de sujets qu'ils entendent traiter avec une certaine objectivité ; « euro-centriques », s'ils traitent avant tout de thèmes européens ; « citoyennistes », s'ils ont pour objectif la promotion d'une citoyenneté active ou s'ils traitent d'enjeux démocratiques ; « thématiques », si la ligne éditoriale adopte explicitement une certaine posture politique ou si les sujets traités sont spécialisés, et ne concernent ni directement des enjeux européens ou démocratiques. Les sites relevant de la promotion d'une citoyenneté européenne, et pouvant correspondre à deux catégories, sont considérés comme « euro-centriques », car c'est l'enjeu d'une dynamique transnationale qui prime dans le cas de la CEC. Il s'agit également de faire primer le thème de mobilisation sur l'échelle d'organisation : par exemple,

⁷ Il s'agit de l'Irlande, de Malte, du Royaume-Uni, de la Bulgarie, de l'Italie, du Luxembourg et de la Roumanie.

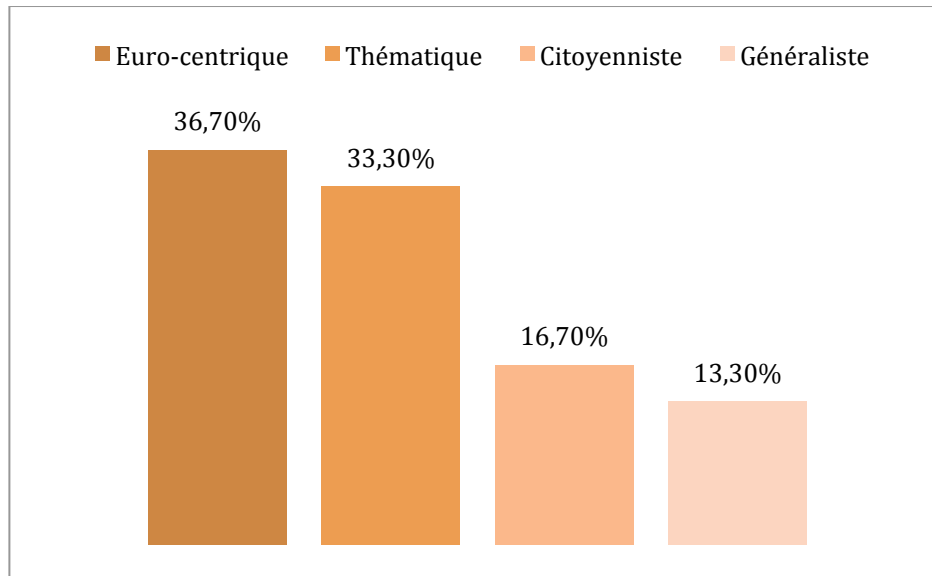
⁸ Voir notamment les rapports Eurobaromètre 74 « L'information sur les questions politiques européennes » (2010) et Eurostat sur le « Niveau d'accès à internet en Europe » (2011), les études Médiapolis « Comment les Français s'informent sur la politique » (2010), et Marsouin « Point sur les usages d'internet : usages des réseaux sociaux et e-participation » (2010).

⁹ Lorsque ces rubriques ne sont pas présentes, nous réalisons une étude de contenu à partir des 10 derniers articles publiés.

une union syndicale européenne sera considérée comme « thématique » avant d’être « euro-centrique ».

Les stratégies à l’oeuvre

Figure 2. "Sensibilité" des sites pointant vers le site français de la CEC



Nous constatons sur ce graphique le poids prépondérant des sites parlant d’Europe dans le relais de l’information sur l’existence de la Consultation Européenne des Citoyens. Si nous y ajoutons ceux qui abordent des questions de citoyenneté, ce sont plus de la moitié des liens pointant vers la CEC qui proviennent de sites « euro-centriques » et « citoyennistes ». Autrement dit, les sites qui montrent un intérêt pour la consultation européenne sont avant tout ceux qui parlent déjà d’Europe ou des pratiques de consultation, et qui sont plus à même de mobiliser un public déjà sensibilisé aux enjeux communautaires et aux procédures de démocratie participative.

Pour autant, l’annonce de la consultation s’est également diffusée dans d’autres réseaux¹⁰. Ainsi, 1/3 des occurrences des liens pointant vers la CEC proviennent de réseaux thématiques. Ces sites sont davantage susceptibles de mobiliser des publics « segmentés » (Eriksen, 2005, 2007), c’est-à-dire des publics présentant un intérêt prononcé pour une thématique spécifique et disposant d’une capacité d’expertise sur celle-ci. Nous sommes dans une forme de réception du projet qui relève de l’appropriation des thèmes de la consultation par des réseaux militants et/ou spécialisés. Cette circulation des informations entre différents réseaux est fluidifiée par la nature même d’internet : le format numérique permet de copier et de diffuser quasi-instantanément à un très grand nombre d’acteurs un même contenu. Un communiqué de presse contenant une invitation à aller voter une proposition sur le site de la CEC et comportant des liens vers ce site peut au même

¹⁰ Nous appelons ici « réseau » un ensemble de sites reliés entre eux par des liens hypertextes et présentant une certaine homogénéité thématique.

moment se retrouver dans une multitude de « lieux » en ligne. Nous y reviendrons.

Enfin, un petit nombre de sites généralistes ont également relayé l'information (13,3% du total des occurrences), ce qui indique que les publics généraux, c'est-à-dire ni spécialement intéressés par l'Europe ni franchement engagés dans des réseaux thématiques, seront potentiellement moins mobilisés que les publics déjà sensibilisés aux questions européennes ou spécialisés sur des thématiques particulières¹¹.

En observant de plus près la façon dont la consultation est présentée sur l'ensemble de ces sites, nous pouvons déduire que les stratégies mises en œuvre par les différents publics font preuve d'une grande diversité.

Si nous pouvons retrouver l'ensemble des sites qui ont pointé *via* un lien hypertexte le site de la CEC, nous pouvons également repérer, à l'intérieur de ces sites, la façon dont le lien vers la consultation européenne est mis en contexte. Lorsque celui-ci est intégré au sein d'un article, il s'accompagne souvent d'une proposition d'action : on invite l'internaute à réaliser une certaine activité en cliquant sur ce lien (par exemple visiter un site, écrire un courriel, télécharger un fichier, etc.). En réalisant une étude du contenu de ces articles, nous sommes en mesure de comprendre les différentes stratégies mises en œuvre selon les sites d'origine des internautes.

Les sites « euro-centriques » et « citoyennistes » valorisent une participation *pour la participation*. On y présente la CEC comme une procédure novatrice à l'échelle européenne et on invite les internautes à aller échanger, discuter avec des Européens, pour prendre part à une expérience qui préfigure ce qui pourrait être une citoyenneté transnationale en ligne. Ce qui compte, c'est l'activité en elle-même, et son échelle d'application. Les sites généralistes adoptent une posture similaire, mais sur un ton davantage informatif : il s'agit plus de présenter le projet que de le valoriser, et de proposer aux internautes d'y participer plutôt que de les convaincre. Les sites « euro-centriques » sont majoritairement pro-européens, ce qui n'est pas le cas des sites généralistes.

La stratégie mise en œuvre par les sites thématiques est tout à fait différente. Il s'agit de mobiliser les membres d'un réseau afin qu'ils soutiennent une proposition spécifique, formulée par un des ses membres sur le site de la CEC, et relative à leur domaine d'activité. Ce n'est pas l'activité en elle-même qui compte, ce sont ses résultats : le but est que la proposition obtienne un maximum de votes afin d'être « qualifiée » pour la seconde phase de la consultation.

Les pratiques des internautes

La concurrence des pratiques

La diversité des stratégies à l'œuvre (échange pour les publics généraux, « citoyennistes » et « euro-centriques », soutien à des propositions pour les

¹¹ Précisons que nous nous intéressons aux pratiques de navigation vers le site de la CEC par des sites d'origine, ce qui n'englobe pas l'ensemble des visites (plus de la moitié cependant, dans le cas présent).

publics thématiques), préfigure une concurrence des pratiques au sein de la plateforme. La méthodologie initiale de la consultation, qui articule trois séquences (information, débat, vote) va faire l'objet d'un choix : plutôt que d'éprouver successivement trois étapes, les internautes choisissent quel type d'activités ils souhaitent réaliser.

Tableau 1. Quantification des activités sur les 28 sites de la CEC

	Ensemble des 28 sites nationaux
Nombre de débats	1697
Nombre de réponses	3312
Ensemble des messages	5009
Nombre des propositions	1146
Nombre de votes	68585
Nombre d'inscrits	29531

Les activités délibératives ont, sur l'ensemble des sites nationaux de la CEC, connu un succès plutôt limité. Si 1697 débats ont été créés, ceux-ci ont occasionné en moyenne 1,9 réponses. Premier constat : les internautes ont, au sein de la rubrique débat, davantage cherché à produire leur propre fil de discussion qu'à échanger au sein de fils existants. Ensuite, si on compare le nombre de messages au nombre de propositions, on s'aperçoit qu'une proposition est produite tous les 4,4 messages. Pour transformer un message en proposition, les internautes disposaient d'un bouton situé à droite de chaque message les invitant à « En faire une proposition ». N'importe quel internaute inscrit sur le forum pouvait donc transformer un message en proposition par un simple clic. Le faible ratio entre messages et propositions indique une volonté des participants de produire des propositions plutôt que les discuter, afin de pouvoir les soutenir via un vote.

Le vote, quant à lui, a été l'activité plébiscitée sur la plateforme. Chaque participant a en effet produit en moyenne 0,2 message (soit 1 message pour cinq participants) et 2,3 votes.

Le ratio nombre de votes/nombre de messages nous indique également qu'il y a eu 13,7 fois plus de votes que de messages produits. Les activités de type agrégatif, c'est-à-dire celles relevant de l'addition d'activités individuelles pour produire une action collective, ont largement dominé les activités de type délibératif, c'est-à-dire celles relatives à l'échange d'arguments au sein des forums.

La différence entre le nombre de votes et le nombre de messages se vérifie pour chaque site national, à l'exception de la Lettonie, seul pays pour lequel il y a eu plus de messages (113) que de votes (86). Sur les autres sites, les proportions varient de 1,3 votes par message en Roumanie, à 37,5 votes par message en Espagne. Sur les sites bulgare, chypriote, grec, luxembourgeois, et maltais, plus de débats ont été produits que de réponses. La proportion entre messages postés et propositions varie grandement d'un pays à l'autre. La tendance au plébiscite des activités agrégatives est cependant confirmée dans la très grande majorité des sites nationaux. Cette analyse nous permet donc de soulever une divergence entre les propositions d'activité inscrites dans la plateforme et les pratiques des internautes.

Ceux-ci ont débordé la procédure initiale et davantage cherché à soutenir des propositions qu'à échanger au sein des forums.

De plus, nous observons également au sein des sites un plébiscite des internautes pour les échanges internationaux. L'ensemble des 28 sites nationaux a reçu 130 498 visites uniques¹² sur toute la durée de la consultation. Or, en moyenne, 28,5% de ces visites venaient de pays extérieurs. Autrement dit, entre 1/4 et 1/3 des participants ont cherché à visiter un site étranger. Avec 56,78% de ses visites venant d'un autre pays, le Royaume-Uni est le pays qui a connu le plus de visites extérieures, suivi par Malte et l'Irlande. Nous relevons un rôle important des pays anglophones : l'anglais étant la langue la plus partagée en Europe¹³, les internautes souhaitant échanger sur un autre site que leur site national se sont d'abord rendus sur le site anglais. Le cloisonnement national des débats est ici débordé par les modalités d'appropriation des formats de la consultation par les internautes : ceux-ci ont contourné les contraintes techniques imposées par la plateforme pour mettre en œuvre des stratégies de participation allant à l'encontre des attentes des concepteurs.

Plus précisément, les internautes se sont dans leurs pratiques livrés à un « détournement » de la plateforme CEC, ou du moins à son « déplacement » (Akrich, 98), c'est-à-dire qu'ils ont exploité la flexibilité du dispositif pour produire un usage non-prévu, un nouveau scénario, mais sans modifier la raison d'être du dispositif. Alors que les débats en ligne étaient cantonnés à l'échelle des États membres, des individus ont transgressé le cloisonnement national des débats. Alors que la délibération était valorisée par la procédure, ils ont plébiscité le vote dans leurs activités. Si ces pratiques sont relativement communes dans le domaine des usages des technologies de l'information et de la communication (Jouët, 2000), dans le cas de la CEC, ces débordements ont paradoxalement été un facteur d'eupéanisation des actions et des échanges.

Les actions collectives européennes

Les données précédemment citées indiquent que les publics prédominants sur la plateforme ont été les publics thématiques, qui ont investi la plateforme afin de satisfaire une stratégie de vote de propositions afin de leur faire obtenir une visibilité maximale. Ces pratiques découlent directement de dynamiques de mobilisation de publics européens qui relèvent autant de pratiques d'amateurs que de militants professionnels. Dans le premier cas, il s'agit pour des individus qui agissent en leur nom de sensibiliser des internautes à des propositions dont ils sont à l'origine, afin d'obtenir leur soutien par des votes. Dans le second, il s'agit d'actions coordonnées en amont où les individus agissent au nom d'un projet collectif, en votant une proposition soutenue par une organisation. Pour autant, dans les deux cas, les méthodes de mobilisation sont similaires.

¹² Une visite unique correspond à un visiteur unique. Par l'identification de l'adresse IP avec laquelle il se connecte, le système d'information agrège toutes ses visites pour n'en constituer qu'une seule. Le site a donc été consulté par 130 498 individus, ou plus exactement 130 498 adresses IP.

¹³ Selon une enquête Eurobaromètre de 2006, l'Anglais serait la langue hors langue maternelle la plus parlée, avec 38% des Européens disant avoir un niveau suffisant pour avoir une conversation dans cette langue (Special Eurobarometer 243, *Europeans and their languages*, Février 2006).

Nous avons pu en observer trois différentes : la première consiste à poster une proposition sur le site de la CEC puis de faire circuler l'URL de la page hébergeant la proposition via des *mailing lists* (pratique concernant davantage les organisations) ; la seconde consiste à utiliser des réseaux sociaux et à poster les adresses URL sur des murs de groupes ou d'individus (pratique concernant davantage les individus) ; la troisième consiste à poster les URL sur des forums ou à demander à des sites de les relayer (pratiques concernant les organisations et les individus).

Nous observons donc, soit par mail, soit sur des sites, soit sur des réseaux sociaux, la diffusion d'adresses URL accompagnée d'un message dans lequel on invite des participants à venir sur le site de la CEC pour s'inscrire et soutenir une proposition. Ces pratiques de diffusion d'adresses URL engendrent également des dynamiques d'eupéanisation des publics, c'est-à-dire que l'action collective en ligne favorise la participation d'individus provenant de différents Etats membres, même si celle-ci a été initiée par un individu ou une organisation située dans un pays particulier.

L'action collective à l'échelle européenne présente en elle-même des spécificités et les processus de « transnationalisation » sur lesquels elle repose englobent une grande diversité de dynamiques (Balme et Chabanet, 2002). Celles-ci peuvent en effet relever d'une coordination européenne d'acteurs qui protestent dans un cadre national, d'une coalition transnationale qui prend directement pour cible l'Union, ou encore de protestations intérieures contre des mesures communautaires (Imig & Tarrow, 2002). Autrement dit, le caractère européen de l'action réside soit dans l'échelle de la mobilisation, soit dans la nature de l'institution dont on attend quelque chose ou contre laquelle on proteste. Dans tous les cas cependant, l'action garde une dimension nationale : si un ou deux composants de l'équation mobilisation/institution/politique publique sont européens, le ou les composants restants demeurent nationaux.

L'originalité des dynamiques que nous avons observées en ligne réside précisément dans cette déconnection entre les publics, les actions et les cadres géographiques qui habituellement les structurent. Ici, nous sommes aussi bien face à des mobilisations de publics nationaux pour mener des actions transnationales qu'à des mobilisations de publics internationaux pour mener des actions nationales.

Par exemple, un individu sur *Facebook* peut relayer des propositions relatives à la défense des droits des animaux présentes sur différents sites nationaux de la CEC. Il poste ces différents liens, accompagnés d'une invitation à aller voter les propositions, sur un groupe français dédié à la protection des animaux : le public est donc français, mais poursuit une action européenne en votant des propositions sur des sites de la CEC qui ne correspondent pas à sa nationalité.

Autre exemple, sur un site multilingue où des internautes échangent dans différentes langues, un individu va poster un lien vers une proposition espagnole, afin de mobiliser des individus indépendamment de leur nationalité, et constituant donc un public transnational, pour aller réaliser une action à une échelle nationale. Dernier exemple : une organisation écologiste française, qui dispose d'une *mailing list* dont les récepteurs se situent dans divers pays, va inviter les participants à se rendre sur leurs sites nationaux pour créer des propositions

relatives à l'écologie. L'eupéanisation de l'action collective est alors liée à une dynamique de ramification de la participation, et correspond à une stratégie spécifique de mobilisation où les acteurs qui en sont à l'origine comptent sur la forme réticulaire d'internet pour transmettre et diffuser des messages.

Conclusion

Les dispositifs participatifs mis en ligne par la Commission nourrissent l'ambition de construire des publics transnationaux autour d'enjeux européens.

Le *design* de ces sites contredit bien souvent cette posture¹⁴, et l'exemple de la Consultation Européenne des Citoyens est représentatif de cette tendance : les débats y sont cantonnés à l'échelle des Etats, et la contribution de la « société civile européenne » y est conçue comme l'agrégation des résultats nationaux. Le caractère transnational en est donc largement évacué.

Cette asymétrie entre les ambitions politiques affichées et les choix techniques réalisés est symptomatique d'un impensé de la dimension proprement matérielle des consultations menées par la Commission sur internet.

Pour autant, les acteurs qui prennent part à ces consultations font valoir des stratégies bien différentes de celles des concepteurs : si des publics « généralistes », « euro-centriques » et « citoyennistes » débattent dans les forums, des publics « thématiques » viennent voter pour des propositions afin que certains sujets gagnent en visibilité. Ils investissent alors d'autres espaces du web pour mobiliser des sympathisants en dehors de la plateforme. Ces dynamiques de mobilisation concernent autant des militants professionnels que des amateurs, et les spécificités du web engendrent des dynamiques originales d'eupéanisation des publics. Ceux-ci débordent la procédure consultative et les contraintes techniques opérées par le dispositif, se livrant ainsi à un détournement du projet initial.

Pour autant, si les actions réalisées par ces publics vont à l'encontre du formatage de la participation exercé par les concepteurs, elles contribuent également à la légitimation du dispositif. En utilisant la plateforme comme une scène d'expression, les publics thématiques valorisent une conception du site comme espace public européen, où faire connaître des actions auprès des institutions européennes. Paradoxalement, cette légitimation du projet se réalise *via* le débordement de la procédure initialement mise en place par les organisateurs.

Les porteurs de projet entendent mettre en place un format inédit de médiation sur internet *via* une procédure. Le caractère médiateur est confirmé par les internautes *via* la légitimité qu'apporte leur participation au projet, mais le format est ici contesté : c'est un espace pour une expression publique qui est plébiscité, et non une procédure consultative en tant que telle. Les stratégies de communication de la Commission sur internet ne produisent pas les espaces publics qu'elles entendent créer, mais elles instituent des espaces dans lesquelles s'expriment des volontés d'action politique à l'échelle européenne.

¹⁴ Pour d'autres cas d'étude, voir par exemple BADOUARD Romain, « Pathways and Obstacles to e-Participation at the European level. A comparative analysis of the European Citizens' Consultation 2009 and the online consultations of the European Commission », *Journal of eDemocracy and Open Government*, n°2, vol.2, p.99-110.

Bibliographique

Ouvrages et articles

AKRICH Madeleine, « Les utilisateurs, acteurs de l'innovation », *Education permanente*, n°134, 1998, p.79-89.

ALDRIN Philippe, UTARD Jean-Michel, « La résistible politisation de l'Union Européenne », 2007, disponible sur : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00512272/fr/> (visitée le 18 avril 2011).

ALDRIN Philippe et DAKOWSKA Dorota, "Légitimer l'Europe sans Bruxelles. Un regard sur les petits entrepreneurs d'Europe, entre décentrement et recentrages", *Politique Européenne*, n°34, 2011/2, p.7-35.

ALDRIN Philippe et HUBE Nicolas, "Devenir les ambassadeurs de l'Europe. Une lecture politique de la première expérience de démocratie délibérative européenne", *Politique Européenne*, n°34, 2011/2, p.95-134.

BADOUARD Romain, « Pathways and Obstacles to e-Participation at the European level. A comparative analysis of the European Citizens' Consultation 2009 and the online consultations of the European Commission », *Journal of eDemocracy and Open Government*, n°2, vol.2, p.99-110.

BALME Richard, CHABANET Didier, WRIGHT Vincent, *L'action collective en Europe*, Paris : Presses de Sciences Po, 2002.

BLONDIAUX Loïc, CARDON Dominique, « Dispositifs participatifs », *Politix*, vol. 3, n°75, 2006, p.3-9.

BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n°57, 2002, p.17-35.

ERIKSEN Erik O., « An emerging european public sphere », *European Journal of Social Theory*, Vol. 8, n°3, 2005, p.341-363.

ERIKSEN Erik O., "Conceptualising European public spheres. General, segmented and strong publics", in FOSSUM John, SCHLESINGER Philipp (dir.), *The European Union and the Public Sphere: A communicative space in the making?*, Oxford : Routledge, 2007, p.23-43.

IMIG Soug, TARROW Sidney, « La contestation politique dans l'Europe en formation », in BALME Richard, CHABANET Didier, WRIGHT Vincent, *L'action collective en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002, p.195-223.

JOUËT Josiane, « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, n°100, 2000, p.487-521.

MONNOYER-SMITH Laurence, *Communication et délibération. Enjeux technologiques et mutations citoyennes*, Paris : Hermès Lavoisier, 2010.

SAURUGGER Sabine, « The social construction of the participatory turn : the emergence of a norm in the European Union », *European Journal of Political Research*, n°49, 2010, p.471-495.

SMITH Simon, « Main benefits of eParticipation developments in the EU », *Study and supply on the development of eParticipation in the EU*, deliverable 1.3a, 2008.

WOJCIK Stéphanie, "Participer... et après? L'expérience des Consultations européennes des citoyens 2009", *Politique Européenne*, n°34, 2011/2, p.135-166.

Rapports et documents officiels

Commission Européenne, *Contribution à la période de réflexion et au-delà : Le Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat*, COM(2005) 494 final, Bruxelles, 2005.

Commission Européenne, « *Debate Europe* » : *Exploiter les réalisations du Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat*, COM(2008)158, Bruxelles, 2008.

Eurobaromètre n°243, *Europeans and their languages*, Février 2006, disponible sur www.ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_243_sum_fr.pdf (visitée le 20 juin 2009).

Eurobaromètre n°74, *L'information sur les questions politiques européennes*, Automne 2010, disponible sur www.ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_74_sum_fr.pdf (visitée le 20 juin 2009).

Eurostat, Niveau d'accès à internet en Europe, 2011, disponible sur : <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsiir040&plugin=0> (visitée le 30 janvier 2012).

Projet ANR Médiapolis (CEVIPOF/IFP), *Comment les Français s'informent sur la politique*, 2010, disponible sur <http://www.cevipof.com/fr/mediapolis/rapport/> (page visitée le 30 août 2011).

Marsouin, *Point sur les usages d'internet : usages des réseaux sociaux et e-participation*, 2010, disponible sur <http://www.marsouin.org/spip.php?article385> (page visitée le 30 janvier 2012).